Compte rendu de la réunion du 28 mai 2018 du Conseil de l'Ecole Doctorale

Etaient présents : Mmes et MM. Katia BLAIRON, Cécile BOURREAU-DUBOIS, Edma HUNG KUNG SOW, Bruno JEANDIDIER, Gautier LOMBARD, François LORMANT, Dylan MARTIN, Jean-Noël ORY

Etaient excusés : Mmes et MM. Pierre DEHEZ, Serge GARCIA, Xavier HENRY, Jean-Luc HERRMANN, Stéphane KILBERTUS, Florent NOEL, Stéphane PIERRÉ-CAPS, Hélène SAY

Enfin, Mme Nadjoua HALIL-MERAD, doctorante représentante suppléante du laboratoire IRENEE, était présente.

Relevé de décisions

1. Vote sur demande subvention 800 euros pour La So SJPEG - Journée des doctorants de l'ED 2018 par les doctorants de la So SJPEG

Le Conseil de l'ED SJPEG décide à l'unanimité d'accorder une subvention de 800 euros à La So SJPEG.

2. Avis sur des demandes d'inscription au-delà de 4 ans

M. Renato BRASSELET : avis favorable à l'unanimité pour une inscription en 6^{ème} année

A. Informations de la direction de l'ED :

Le directeur de l'ED ouvre la séance du conseil en remerciant pour leur présence les membres qui ont pu se libérer. Il excuse l'absence de la gestionnaire administrative de l'ED SJPEG, Mme Claudel-Cecchi, et les informe du fait qu'elle est souffrante et en arrêt maladie depuis fin avril, et ce jusqu'au 12 juin minimum.

L'élection des représentants des doctorants - résultats du scrutin du 05 avril 2018 :

En anticipation de la formation du nouveau conseil de l'école doctorale JPEG, s'est déroulée une élection des nouveaux représentants des doctorant(e)s au conseil. Le scrutin s'est tenu le 5 avril dernier. Pour rappel, nous étions tombés d'accord lors d'un conseil d'ED antérieur pour dire qu'il apparaissait optimal qu'il y ait 4 représentants (titulaire + suppléant), soit un par équipe de recherche. Ce qui autorisait la mise en place d'un scrutin uninominal majoritaire à un tour, au niveau de chaque laboratoire.

Un seul binôme titulaire/suppléant s'est présenté, pour chacun des 4 laboratoires.

La direction présente et félicite donc :

- * pour le BETA : Dylan Martin (titulaire) et George El Haddad (suppléant)
- * pour le CEREFIGE : Gautier Lombard (titulaire) et Nathalie Carol (suppléante)
- * pour l'IFG : Edma Hung Kung Sow (titulaire) et Guillaume Bagard (suppléant)

* pour l'IRENEE : Bessou Donald Kouassi (titulaire) et Nedjoua Halil-Merad (suppléante)

Le directeur de l'ED SJPEG précise qu'il autorise, comme il l'avait précédemment dit, à ce que le binôme titulaire/suppléant siège ensemble s'il le souhaite, pourvu que seul le titulaire vote, le cas échéant.

L'entrée en fonction du nouveau Conseil d'ED :

Le directeur de l'ED SJPEG rappelle une information qui avait été donnée par mail lors de la convocation au présent conseil. A savoir, que, bien qu'il ait fait remonter la proposition de composition numérique du conseil dès la fin février 2018 auprès de la VP en charge du doctorat, il n'a pas été possible de faire viser et adopter cette composition plus tôt. Le document qui a été envoyé est en cours de lecture au niveau de la Direction des Affaires Juridiques de l'Université, devrait être discuté lors du Comité Technique du 31 mai et être voté lors du CA de l'Université le 12 juin prochain.

La composition nominale à laquelle la direction de l'ED est parvenue après échange avec les directeurs de laboratoire devrait ensuite donner lieu à un arrêté de nomination individuel par le Président.

La SDED considère qu'après le vote sur la composition numérique aura été votée (CA du 12 juin), la direction de l'ED SJPEG pourra convoquer le prochain conseil pour qu'il entre en fonction (même si l'arrêté de nomination est édité plus tard).

Ce qui, au mieux, laisse entrevoir une prise de fonction du nouveau conseil de l'ED (hors représentants des doctorants) en juillet prochain.

La maison du doctorat :

Quelques informations récentes sur la maison du doctorat :

Lors d'une récente réunion du dernier Collège Lorrain des Ecoles Doctorales, la VP en charge du doctorat a confirmé qu'un accord avait été trouvé entre le Président de l'Université et l'Ecole des Mines, et que la future maison du doctorat verrait le jour sur le site d'ARTEM, plus précisément dans des locaux se situant actuellement dans le bâtiment de l'Ecole des Mines, en lieu et place du projet qui la situait jusqu'alors sur deux sites Nancéens (Vandoeuvre le Charmois et le site Libération). Le déménagement et l'installation sont prévus pour janvier 2019.

Il est à noter que Mme Claudel-Cecchi a eu confirmation que son poste et sa personne seraient bien rattachés à la SDED (indépendamment du fait qu'un accord ait été trouvé avec le Doyen Gartner de la Faculté quant à une possible rétrocession de support de poste en échange du départ de Sandrine Claudel-Cecchi, jusqu'alors « personnel de la Faculté »).

Le budget de l'ED SJPEG :

Lors du CLED du 21 mars 2018, il a été acté, après un vote, d'un nouveau mode de calcul de la dotation budgétaire des Ecoles Doctorales et de l'allocation qui en résultera pour chaque ED en 2018/19.

Jusqu'alors, la dotation allouée à chaque Ecole Doctorale était composée d'une partie fixe, dotation sans critère (50%) et d'une partie variable dépendant notamment du nombre de soutenances en moyenne sur les deux dernières années (50%). A la demande de certaines ED, la VP en charge du doctorat a proposé de passer à 60% la part variable, ce qui a fait l'objet d'un vote au CLED (unanimité moins deux abstentions, après vote en G8). Selon les projections, le budget total de l'ED SJPEG devrait diminuer de (38 658 – 37 867) 1001 EUR, avec une dotation en fonctionnement de 25 377 EUR.

Un membre du conseil demande comment est déterminée la part fixe et la part variable de la dotation de chaque ED. Le Directeur de l'ED précise que la DRV définit une dotation totale à répartir entre les 8 ED (sans que les directions d'ED n'aient d'information sur ce qui a contribué à faire évoluer ou non le total de la dotation d'une année sur l'autre). Une part fixe (depuis cette année : 40%) est ensuite partagée en huit. Et la part variable est affectée, par ED, en fonction d'un critère de « nombre moyen de soutenances de thèses sur les deux dernières années ».

Le calendrier des (ré)inscriptions et les « comités de suivi » :

L'information a déjà été diffusée par mail, mais le Directeur de l'Ecole Doctorale rappelle qu'un nouveau calendrier des inscriptions/réinscriptions (définitivement adopté en CA de l'UL) va entrer en vigueur. Il va conduire au fait (qu'à partir de 2019), les réinscriptions pourront se faire dès le début juillet et devront être finalisées pour le 30 septembre.

Ce qui conduit nécessairement à devoir avancer les dates auxquelles devront se réunir les comités de suivi. C'est pour cette raison que les membres de comité de suivi ont reçu un courriel leur demandant de bien vouloir se réunir avant le 30 juin, de manière à ce que le rapport puisse être rédigé et déposé au plus vite, afin que les réinscriptions puissent se faire dès juillet et n'excèdent pas la date-butoir.

Pour rappel, la composition des comités de suivi est proposée par le directeur de thèse, après accord des enseignants-chercheurs qui auront été sollicités. La proposition remonte à la direction du laboratoire, et transmise pour validation à la direction de l'Ecole Doctorale.

Le prix du pôle « Elinor Östrom » (prix du pôle scientifique, en lien avec la thématique « mutation des institutions et organisations » ; 2 prix seront remis à l'automne 2018 : un pour les docteurs ayant soutenu en 2016, et un pour les docteurs ayant soutenu en 2017 ; 1000 EUR pour chacun de ces prix) :

L'ED SJPEG a reçu 4 dossiers de candidature émanant des laboratoires pour le prix 2018 (thèses soutenues en 2017) :

- Pour le CEREFIGE : Walid Amalou et Aurélie Kléber
 - Pour l'IFG : Mathieu Martinelle
 - Pour l'IRENEE : Johanna Noël
- Pas de dossier transmis par le Beta.

Et pour le prix 2017 (thèses soutenues en 2016) :

Deux dossiers déposés auprès de l'ED SJPEG :

- Pour le CEREFIGE : Jean-Christophe Vuattoux
 - Pour l'IFG : Guillaume Maire
- Pas de dossier transmis par l'IRENEE ou le BETA

Suite de la procédure :

La directrice précédente (Myriam Doriat-Duban) de l'Ecole SJPEG avait initié la procédure, consistant à solliciter pour chaque dossier un rapporteur externe à l'université, puis à demander aux membres extérieurs du conseil de l'ED SJPEG de se réunir avec la direction de l'ED, et de décider, sur la base de ces rapports et des dossiers, du nom du lauréat(e).

Le directeur de l'ED SJPEG propose de la reconduire si possible, ce qui amènerait les 4 membres extérieurs du prochain conseil (au mieux en septembre prochain) d'être consultés, de manière à ce que le prix puisse être décerné lors de la prochaine réunion de rentrée de l'ED.

Les dossiers d'inscription en HDR

Pour information, 3 dossiers sont parvenus du cabinet de la VP CS à l'Ecole Doctorale SJPEG, concernant une demande d'inscription en HDR. Les 3 candidats, enseignants-chercheurs en sciences de gestion, ne sont pas EC à l'Université de Lorraine, mais souhaitaient faire leur HDR à l'Université de Lorraine, avec, pour garant, un professeur, membre du CEREFIGE.

Après qu'il ait reçu les avis des rapporteurs internes et externes, le directeur de l'Ecole Doctorale SJPEG est allé présenter et défendre leur dossier à la commission HDR du 15 mai dernier, qui a donné un avis favorable à ces trois demandes. L'avis a depuis été confirmé par le CS et l'autorisation d'inscription transmise aux 3 collègues en question.

Un autre dossier de demande d'inscription est arrivé plus récemment et concerne un collègue MCF à l'IFG. La direction de l'Ecole doctorale va l'envoyer à deux évaluateurs comme le veut la procédure ; cependant, sachant qu'il n'y a pas de commission HDR en juillet, l'avis de cette dernière ne pourra être sollicité qu'à la rentrée.

Le directeur de l'Ecole Doctorale SJPEG informe que le VP CS a initié une réflexion quant à l'opportunité de modifier à la marge le dispositif mis en place au sein de l'établissement (de l'inscription à la soutenance). Au sein du CLED, un collègue a recensé les avis des directions d'ED, qui ne sont pas toujours convergents quant aux modifications à apporter. Lors de la dernière commission HDR, il a été d'ores et déjà précisé qu'il est fortement conseillé que le candidat prenne contact avec la direction de l'Ecole Doctorale avant de transmettre son dossier à la collaboratrice du VP du conseil scientifique, car il n'est alors plus possible de faire évoluer la présentation de ce dossier (Ceci pourrait devenir obligatoire suite à la réflexion quant au dispositif mis en place à l'UL).

Les contrats doctoraux :

Contrats doctoraux « établissement » :

Il a été confirmé en CLED que l'Ecole Doctorale SJPEG bénéficierait encore cette année de 10 contrats doctoraux « établissement ».

La composition de la commission de laquelle s'entourera le directeur de l'ED SJPEG n'est pas encore proposée (elle sera composée de membres issus du nouveau conseil, et sera proposée en juillet). D'ores et déjà, il est à retenir qu'elle se réunira le 1er jeudi de septembre, à savoir le 6.

Contrats doctoraux relevant du dispositif LUE (bénéficiaires, organisation du concours par l'ED, calendrier) :

C'est aux écoles doctorales que revient la mission d'organiser la mise en place du concours au terme duquel un candidat (et d'autres sur liste d'attente le cas échéant) devra remonter au COMEX LUE, pour le 10 juillet maximum.

Comme l'avait fait Myriam Doriat-Duban précédemment, la direction actuelle de l'ED SJPEG s'entourera de quelques collègues de la discipline dont le projet a été sélectionné, et non pas d'une commission interdisciplinaire, dont les directeur(ice)s de thèse pressentis.

* projet financé au titre du dispositif « amont » :

Projet d'Anne Stévenot et Loris Guéry (sciences de gestion) : la commission d'études des dossiers se réunira le 2 juillet au matin, pour des auditions le 5 juillet matin.

* projet financé dans le dispositif D3S, thématique « longévité et vieillissement » : sur les 3 sujets qui sont remontés au COMEX LUE, ce dernier a retenu le sujet de thèse en économie porté par Cécile Dubois et Agnès Gramain.

La commission étudiera les dossiers pour ces deux types de contrats doctoraux, respectivement le 2 juillet matin et après-midi, et auditionnera les candidats le 5 et le 9 juillet.

* projets financés par la Région : pas de nouvelles à ce stade.

Le directeur de l'ED SJPEG propose, si la réponse est trop tardive, et compte-tenu du délai nécessaire pour informer les candidats potentiels d'un éventuel financement qui serait octroyé par la Région, que les auditions des candidats se tiennent début septembre et non en juillet.

La prochaine journée de l'ED SJPEG (6 juin 2018)

Un mail d'information a transité par les laboratoires et a été en parallèle envoyé par Sandrine Claudel-Cecchi plus récemment encore.

La journée de l'Ecole doctorale se déroulera le 6 juin prochain, avec pour thématique « **Multi, pluri, trans... quels échanges disciplinaires dans les recherches en SJPEG ?** »; outre les présentations des doctorants (assortie d'un concours), elle comportera notamment la forme de deux tables rondes (une autour de laquelle débattront des enseignants/chercheurs, et pour l'autre, des professionnels).

B. Vote sur demande subvention 800 euros pour La So SJPEG - Journée des doctorants de l'ED 2018 par les doctorants de la So SJPEG

Votes exprimés : 9

Favorable : 9

Abstention : 0

Défavorable : 0

Un membre du conseil fait remarquer que le devis prévoit 20 bouteilles de vin pour 50 personnes ; le président de l'Asso-SJPEG, Dylan Martin, également membre du conseil, précise en réponse que la boisson est prévue à la fois pour le déjeuner et le cocktail de fin de journée.

C. Approbation du compte-rendu de la réunion du CED du 10 novembre 2017 Document : projet de compte-rendu

François Lormant intervient sur le fait qu'une « coquille » figure p 7 et qu'il faudrait remplacer « entre elles » par « entre ils ».

A cette correction près, les membres du conseil sont d'accord pour valider le compte-rendu en l'état.

Votes exprimés : 9

Favorable : 8

Abstention : 1

Défavorable : 0

D. Prix de thèse Etablissement UL 2018

5 dossiers de candidats à ce prix sont parvenus à l'Ecole Doctorale : deux du CEREFIGE, un du Beta, un du LEF (devenu Beta-LEF depuis), et un de l'IFG :

Loic COMINO (CEREFIGE)

Aurélie KLEBER (CEREFIGE)

Emeline HILY (BETA)

Antoine MALEZIEUX (BETA)

Mathieu MARTINELLE (IFG)

Compte-tenu du faible nombre de présents au conseil, et du faible délai entre lequel les dossiers ont été mis en ligne et la date de réunion du présent conseil, le Directeur de l'ED SJPEG propose que le vote qui permettra de présenter le nom du lauréat du prix pour l'Ecole doctorale SJPEG soit reporté et se fasse « en ligne ».

Sachant que le nom du lauréat doit être remonté à la SDED pour le 11 juin maximum, pour une validation par le conseil scientifique du 26 juin, il est proposé que le vote puisse se faire jusqu'au 7 juin au soir, avec une procédure de vote qui affecte des points à chacun des 5 dossiers, par ordre décroissant (5 points pour le dossier que le votant souhaite voir comme lauréat, 1 pour le dernier qu'il souhaite classer). Un mail sera envoyé en ce sens aux membres du conseil.

Il est rappelé qu'en parallèle, les laboratoires ont déjà fait remonter le nom des candidats qu'ils souhaitaient voir présenter au Prix de thèse Elinor Ostrom (prix du pôle SJPEG) 2017 et 2018. La procédure suit son cours, selon les mêmes modalités que celles définies par la précédente directrice de l'ED SJPEG. Ce prix sera remis à l'automne prochain (vraisemblablement lors de la Journée de rentrée de l'ED)

E. Dossiers individuels

- Demande de réinscription en 6^e année de thèse de Renato BRASSELET

Directeur de thèse : Bruno PY

Comité de suivi : Sophie HOCQUET-BERG et Julie LEONHARD

Le Directeur de l'ED SJPEG explique les conditions exceptionnelles (raisons de santé) qui ont conduit M. Brasselet à devoir repousser la date de soutenance qui était prévue à l'automne dernier. M. Brasselet doit donc se réinscrire, pour une soutenance prévue en décembre prochain. Le jury est d'ores et déjà constitué. Il propose la réinscription, sans audition du candidat.

Avis :

favorable : 9

abstention : 0

défavorable : 0

F. Informations présentées au Conseil par la direction de l'ED

Cf. Document envoyé par mail avant le conseil

Chaque année, les écoles doctorales doivent présenter devant leur conseil un « condensé » de la situation de l'Ecole Doctorale. Le bilan est d'ailleurs ensuite envoyé à la SDED pour transmission au CS. Le directeur de l'ED SJPEG sera d'ailleurs amené à aller présenter le bilan de l'ED SJPEG (sur la période 2016/17) devant le CS du 26 juin 2018.

Le directeur de l'Ecole doctorale SJPEG fait ressortir les « faits saillants » et attire l'attention du conseil sur le nombre d'abandons, qui reste encore élevé, et qui touche parfois des doctorants ayant bénéficié d'un financement.

Plusieurs questions sont posées.

- B. Jeandidier remarque p. 7 que pour des temps partiels, il y a un avis du VP, pour d'autres non : pourquoi ?

La réponse a été trouvée après discussion avec Mme Claudel-Cecchi, suite au conseil : il s'agit simplement d'une erreur de copier/coller.

- Une autre question est relative aux abandons dans les autres ED : en connaît-on le nombre ?

J.-N. Ory fait remarquer qu'il n'a pas cette information à cette date (*NB : une présentation a été faite, depuis par la VP en charge du doctorat auprès du CS (le 26 juin), qui contient ces informations*). Il précise également que lors des dernières évaluations d'ED qu'il a eu l'occasion de faire pour le compte du HCERES, il était plutôt demandé aux ED de faire état des abandons par cohorte (relativement au nombre de doctorants inscrits la même année que le doctorant qui abandonne), ce que nous ne faisons pas actuellement (le nombre d'abandons est actuellement rapporté au nombre d'inscrits total)

- Mme Nedjoudia Halil-Merad pose la question relative à l'existence d'un éventuel remboursement en cas d'abandon par un doctorant financé par contrat doctoral. Le directeur de l'ED répond qu'il a été rappelé lors du dernier groupe de direction des ED (G8) qu'il s'agissait d'un contrat de travail et non d'une bourse de thèse. Par conséquent, il peut être envisagé un licenciement selon des modalités précises, mais il ne peut être envisagé de demander de remboursement en cas d'abandon de la thèse par le doctorant. Il ajoute que ce point pose un autre problème aux ED : à savoir qu'en cas d'abandon avant 3 ans (par exemple au bout d'un an), le support budgétaire de contrat doctoral n'est pas réaffecté à l'ED concernée, et est perdu. Ce qui devrait d'autant plus inciter le doctorant à respecter son « engagement moral » à finaliser une thèse lorsqu'il est bénéficiaire d'un contrat doctoral. Mais cet engagement ne peut être que moral.

- François Lormant attire l'attention du Conseil sur le fait que ce dernier a donné des autorisations d'inscription en thèse lors de la dernière réunion de novembre 2018. Connait-on les résultats, si les doctorants autorisés à s'inscrire à condition qu'ils soutiennent ont bien prévu de soutenir ? Des soutenances sont-elles prévues conformément à leurs engagements ? La direction de l'ED SJPEG répond qu'en l'absence de Mme Cecchi, il n'est pas possible de répondre de manière précise à cette question lors du présent conseil, mais que certaines soutenances sont d'ores et déjà planifiées ou en passe de l'être (notamment pour Mme Aubel, M. Chauvel). Le Pr. Xavier Henry, qui s'est excusé auprès de JN. Ory pour son absence, a par ailleurs confirmé à ce dernier que 3 doctorants concernés par cette procédure d'inscription dérogatoire soutiendraient à l'automne. Une doctorante en économie, a entre-temps, fait état de son souhait d'abandonner sa thèse, de même qu'une autre en droit public. Au problème de l'abandon lui-même s'ajoute le fait qu'elle avait été bénéficiaire d'un contrat doctoral.

G. Programme de formation doctorale 2018/2019 :

- Discussion autour du « projet de refonte du dispositif de formation » initié par la SDED, au niveau du CLED

Le directeur de l'Ecole doctorale informe le conseil des discussions qui ont été initiées au CLED (et au G8), autour de la formation doctorale. La VP en charge du doctorat a consulté les recommandations HCERES faites aux diverses écoles doctorales, et pointe notamment l'absence d'harmonisation ou le manque de lisibilité du programme de formation doctorale dans son ensemble. Elle souhaiterait aller vers ces deux objectifs, et a chargé l'un des directeurs d'ED actuelle, de faire un état des lieux et une première proposition.

Le directeur de l'Ecole doctorale SJPEG présente au conseil l'état des lieux, en l'illustrant de la proposition (diaporama) qui circule en ce moment au sein du groupe de direction des écoles doctorales (G8).

Le consensus semble prévaloir sur le fait qu'il faudrait désormais assortir le programme de formation, et la réalisation du doctorat, lui-même d'ECTS. Rien n'est encore arrêté, sur la répartition, mais la formation elle-même comporterait au maximum 30 ECTS (et 150 pour la réalisation et la soutenance du doctorat).

Il est très vraisemblable que l'on aille vers une structuration standardisée sous forme de 3 modules (inspirée de l'ED SJPEG), dont l'importance en termes d'acquisition d'ECTS n'est pas encore arrêtée.

L'ED SJPEG a proposé notamment une modification des « titres des modules » et une souplesse et latitude laissée à l'ED dans l'acquisition minimale d'ECTS, compte tenu de la diversité des pratiques (5 ECTS minimum dans chaque module « professionnalisant » et « valorisation scientifique », sur 30 nécessaire).

Les formations elles-mêmes pourraient continuer à être spécifiques et/ou transversales, se faire en ligne ou en présentiel. La direction de l'ED SJPEG souhaiterait par ailleurs qu'il puisse y avoir une double « comptabilisation/lecture » possible : en heures et en ECTS.

- Information et discussion relatives au programme de formation prévisionnel de l'ED SJPEG (2018/19)

Compte-tenu de ce projet de refonte de la structuration du programme de formation, et en raison de la mise en place d'un nouveau conseil, il ne sera pas possible de faire valider le programme de formation prévisionnel 2017/18 en juillet, comme l'an passé. Il le sera en septembre.

La direction de l'ED SJPEG va néanmoins envoyer prochainement un appel aux collègues pour faire remonter leurs propositions de formations.

Cécile Bourreau Dubois fait remarquer que la répartition ECTS entre la thèse et la formation n'est pas évidente à définir et peut paraître déséquilibrée si l'on considère qu'un ECTS doit être associé à la notion de « temps passé par l'étudiant » pour acquérir le contenu de l'UE correspondant. Dans cette conception 30 ECTS pour le total de la formation représenterait trop par rapport au temps passé sur la thèse elle-même.

Aucune autre question diverse n'ayant été formulée, le directeur de l'ED SJPEG clôt la réunion.